

administration_

REVUE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE DE L'ÉTAT



L'autorité de l'État remise en cause ?

© Noble Nature

ACP

ASSOCIATION DU CORPS PRÉFECTORAL
& DES HAUTS FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

chaîne ? Actuellement nous ne le savons pas. De la même façon, le modèle de « la matière noire » n'est pas certain, mais il apparaît, aujourd'hui, comme le plus cohérent avec les faits observables. L'accélération de l'Univers, reconnue par l'observation, y trouve son explication. La « constante cosmologique », support de nombreux raisonnements, n'a d'autre preuve de réalité que sa conséquence rationnelle des relations entre physique de la relativité générale et la physique quantique.

La typologie de l'Univers pose d'autres problèmes auxquels on ne peut répondre actuellement que partiellement et modestement. A-t-il une fin ? A-t-il une forme ? On sait que l'Univers est à 95 % supérieur à l'Univers observable mais, qu'à moins de 115 % de son observation il est impossible de savoir s'il est fini ou infini.

Univers ou multivar ? En d'autres termes y a-t-il un seul ou plusieurs ? Impossible aussi, actuellement, de répondre à la question. On peut tester la robustesse des hypothèses, mais on reste dans les probabilités, même si la cohérence entre les équations et les observations est forte. Les récentes études menées à partir des ondes gravitationnelles permettront, vraisemblablement, d'autres découvertes qu'il faudra, de la même manière, tester en croisant observations et théories.

Jean-Paul Uzan ouvre beaucoup de pistes. Le modèle cosmologique qu'il nous explique, aussi clairement que le sujet le permet, nous enseigne la diversité de la matière, mais pas son origine, ni l'origine de l'Univers, ni son unicité ou sa pluralité. Ces questions seront-elles un jour résolues avec la même précision/imprécision que sa datation, fixée à 13 milliards d'années ? Il ne se hasarde pas à un pronostic. Loin du scientisme naïf du XIX^e siècle, les grands scientifiques contemporains savent que plus on découvre, plus il reste à découvrir. Cette leçon d'humilité n'est pas le moins précieux enseignement de l'ouvrage. ■



Géopolitique des îles Des îles rêvées aux îles mondialisées

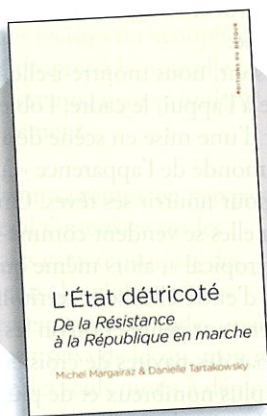
Marie REDON

Aussi loin que l'on remonte dans les textes, « l'île » a toujours occupé une place singulière dans la littérature, la philosophie, ou la spiritualité. Elle est « l'Hortus Closus », le jardin clos, image du paradis, comme celle de l'enfer, geôle, fermée, Alcatraz ou île de Ré ; l'Odyssée d'Ulysse, les Îles Sonnantes de Rabelais, « l'île mystérieuse » de Jules Verne ou celle de Robinson, symboles, toutes deux, de la civilisation et de la domination de l'homme sur la matière et « l'Utopie » métaphysique de Thomas More, témoignent de la polysémie îlienne. Ces rappels historiques qui ouvrent l'ouvrage remarquable de Madame Redon montrent la place des îles dans l'imaginaire mais ne constitue pas l'essentiel, novateur, de son essai consacré à leur rôle dans le monde actuel. La « Géopolitique des îles » n'est plus centrée sur les grandes îles, Grande-Bretagne, Japon, Australie... ou les petites îles méditerranéennes, anciennes clés, jusqu'au siècle dernier, des principales voies maritimes du commerce et des échanges. Elle s'organise, maintenant, bien plus autour des toutes petites îles, micro-états indépendants, nés de la décolonisation, de l'éclatement des empires, de la poussée des nationalismes et presque tous, quels que soient leur taille, leur population et leur développement économique, membres des Nations Unies. Elles ont ou elles ont eu des fortunes

diverses. Les cycles économiques et les besoins des technologies successives leur ont donné tour à tour une grande prospérité ou une douloureuse paupérisation. L'île de Nauru, au large de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, évoluant en fonction de l'exploitation de son gisement de phosphate, en est un bon exemple. De nombreux autres micro-états ont subi le même sort. Leur multiplication a provoqué un renouvellement des relations internationales qui ont conduit, après de nombreuses décennies de négociations, à une réforme du droit de la mer, se substituant aux règles de Grotius, héritées du XVI^e siècle, et à la création de « zones économiques exclusives ». Ces zones, dont dépend la puissance stratégique et économique d'un État, sont, parfois, déterminées par un simple rocher, nu, inhabité, battu par la mer. Marie Redon, maître de conférences à Paris XIII, met en lumière, avec méthode, réalisme et clarté ce que cachent les images îliennes idéalisées, que véhiculent les médias, les publicitaires et les marchands d'exotisme. Les îles sont, nous montre-t-elle, exemple à l'appui, le cadre, l'objet et le support d'une mise en scène dont notre « monde de l'apparence » à besoin pour nourrir ses rêves. On les vend ou elles se vendent comme « paradis tropical », alors même que nombre d'entre elles sont territoires de trafics, en tout genre et qu'on les rejoint par des navires de croisière, de plus en plus nombreux et de plus en plus pollueurs, dont, cependant, ils donnent l'image quintessenciée d'un bonheur facile, offert à tous. Révélatrices de nos désirs de liberté, mais sous protection, et d'aventures sans risques, les îles répondent aussi à nos interrogations. Nous les utilisons comme indicateurs du réchauffement climatique. Leur vulnérabilité à la submersion est invoquée pour appeler l'attention sur la montée du niveau des océans, plus fréquemment que les territoires plus menacés et plus peuplés du Golfe du Bengale, il est vrai, infiniment moins touristique. Il est curieux que le Groenland, grande île,

peut-être, bonifiée, demain, par le réchauffement, soit oubliée dans les prévisions. Son image, sans doute, demeure toujours peu séduisante. Si du temps des « Frères de la côte », « inventeurs » d'une « utopie démocratique archipélagique », à laquelle Marie Redon consacre des paragraphes bien venus, les îles étaient sous la coupe des pirates, elles sont maintenant concernées par des activités financières ou fiscales douteuses et par celles criminelles des trafiquants de drogue et d'hommes dans un champ géographique fortement élargi.

Ces évolutions, négatives ou positives, ont contribué à la naissance et au développement du sentiment d'insularité qui confine parfois au repli identitaire. Isolement des îles, proximité dans l'île ; double phénomène, contraire à l'ouverture du monde globalisé. Cependant les îles lui appartiennent. Peut-être formeront-ils, elles et lui, un jour, un archipel « aux infinies finalités » ? ■



L'État détricoté De la Résistance à la République en marche

Michel MARGAIRAZ & Danièle
TARTAKOWSKY

Politistes et sociologues examinent et tentent d'expliquer la crise des démocraties à la lumière de leur discipline respective. N'y aurait-il pas une autre approche ? C'est celle que proposent Michel Margairaz et Danièle Tartakowsky, tous deux histo-

riens spécialistes d'histoire économique et sociale. Le changement de paradigme de politique économique, intervenu après tant d'années « d'économie administrée », n'a pu et ne peut encore que bouleverser les habitudes et troubler les consciences. De 1945 à 1972, c'est-à-dire de la Libération à la première crise pétrolière, la France, comme toute l'Europe libérale a vécu sous l'empire du New Deal et de la responsabilité générale de l'État, les théories keynésiennes ayant permis, une décennie plus tôt, de surmonter la dépression des années 30. Elles inspirèrent le programme économique du Conseil national de la Résistance (CNR), qui fut la base théorique de la politique économique menée après la Libération par le Général de Gaulle et ses successeurs de gauche ou de droite.

C'était l'époque de la « régulation administrée », pratiquée dans les démocraties occidentales, acceptée par tous les partis politiques, au nom de la légitimité démocratique. C'était, aussi, et ce fut décisif, pour la reconstruction et la modernisation du pays, l'époque des plus lourdes responsabilités assumées par la haute administration dans la régulation économique, la protection sociale, la planification, la coopération européenne et la compétition internationale, au risque, mesuré et assumé, d'une tension avec les contraintes extérieures.

1968 troubla le cours de ces modernisations paisiblement engagées. Les événements brusquèrent la libéralisation de la société, sans remettre en cause la vieille confiance de la société dans la régulation et dans ses principaux responsables dont l'État et ses agents étaient les premiers acteurs.

Cependant le ver était déjà dans le fruit. La certitude de la capacité de l'État à maîtriser, seul, l'économie, le développement et le social était ébranlée, mais on continua, cahin-caha, dans la même voie, plusieurs années encore, bien que, progressivement, l'Europe se substitua de plus en plus aux états nationaux et que le revirement intellectuel en cours

devenait de moins en moins souterrain.

Dès le début des années 90 un nouveau système s'organisait internationalement. La libéralisation de l'État, la mondialisation et la nouvelle économie finirent par s'imposer sans que les esprits et les comportements suivissent, à la même vitesse, les transformations qu'ils engendraient. Remise en question du service public, privatisation des entreprises publiques, désengagement de l'État, transfert de souveraineté, partielle mais mal expliquée, de l'État à une Europe dont la légitimité démocratique paraît, toujours, douteuse à une partie des populations expliquent les craintes et les incompréhensions, sources des mouvements contestataires actuels. Les auteurs montrent, avec clarté et pertinence, que ces changements de doctrine, qui n'ont pas actuellement trouvé leurs points d'équilibre, brouillent les perspectives et conduisent à une perte populaire de confiance dans l'État, la politique et les politiques.

Le libéralisme affiché, revendiqué et appliqué est par lui-même une remise en cause de l'autorité de l'État.

Que pèse-t-il face aux gigantesques et tentaculaires entreprises de la nouvelle économie ? Comment apprécier les systèmes politiques qui ne protègent plus et se révèlent incapables de proposer des solutions assurant le développement, voire le renforcement d'une société bienveillante ?

Ce n'est pas sans motif, si, sans savoir trop pourquoi, la population regrette le temps de Georges Pompidou, si rassurant, si français, temps si heureux, période si paisible. Et pourtant c'était celle du début de la fracture. « La politique tend à s'effacer » et « la politique absorbe le citoyen » ; ce constat n'est pas propre aux deux auteurs, c'est aussi celui de tous les observateurs. Cependant l'État social est maintenu. Cela laisse penser que des voies nationales plus humaines pourront, peut-être, se frayer dans cet « État du Nouvel Âge global » qui se cherche. ■